

Questions orales

au Canada, et nous allons continuer de le combattre vigoureusement.

Nous avons prévu de nouveaux programmes d'aide aux femmes victimes de violence, dont un programme très positif auquel l'ancien ministre compétent a consacré quelque 40 millions de dollars.

Nous offrons d'autres programmes très efficaces aux immigrantes, aux femmes membres des minorités visibles et aux handicapés.

Nous sommes déterminés à aider les femmes et nous avons établi d'excellents programmes à leur intention. Nous allons continuer de les appuyer fortement.

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Madame la Présidente, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances.

Dans son exposé budgétaire mardi, le ministre des Finances a dit:

Nous avons une responsabilité envers nos enfants et nos petits-enfants.

• (1130)

Si le ministre des Finances croit vraiment qu'il a une responsabilité envers les enfants du Canada, peut-il nous expliquer pourquoi on a réduit l'aide accordée aux services de garde d'enfants en vertu du Régime d'assistance publique du Canada?

Le ministre viendra-t-il dans ma province? Viendra-t-il en Colombie-Britannique pour expliquer aux 300 000 enfants et plus de cette province qui ne peuvent recevoir des services de garde élémentaires pourquoi il a coupé des programmes destinés aux femmes et aux enfants du Canada?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Madame la Présidente, les faits sont dénaturés. Le taux de croissance de l'aide accordée à la Colombie-Britannique en vertu du Régime d'assistance publique du Canada sera limité à 5 p. 100.

Si la Colombie-Britannique veut augmenter les dépenses de l'un ou l'autre de ces programmes de plus de 5 p. 100, nous leur demandons, vu leur situation financière en meilleure posture, de défrayer l'excédent de 5 p. 100 pendant une période de deux ans seulement. Cela nous permettra de surmonter le problème du déficit et de la dette, après quoi nous reprendrons le programme tel qu'il est maintenant.

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Madame la Présidente, j'ai une autre question à poser au secrétaire d'État.

Pendant la période qui a précédé la présentation du budget, le gouvernement avait laissé entendre que la plupart des réductions toucheraient des domaines comme les concessions aux entreprises et la défense où il y a ce qu'on appelle les retombées de la détente.

En fait, les réductions ont surtout frappé les autochtones, les de femmes et d'autres groupes qui sont les moins responsables du déficit.

Le ministre peut-il expliquer pourquoi ce sont ces groupes, les groupes féminins et autochtones, qui sont également ceux qui se sont le plus inquiétés de l'Accord de libre-échange, de la taxe sur les produits et services et de l'injustice commise envers les femmes et les Indiens, qui doivent maintenant supporter la plus lourde part du fardeau des compressions budgétaires dans son ministère, alors que ceux qui n'ont pas autant attaqué l'idéologie des conservateurs ne sont même pas touchés par les réductions?

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Madame la Présidente, lorsque le groupe d'en face était au pouvoir, le programme de promotion de la femme n'a obtenu que 12 millions de dollars en cinq ans.

M. Skelly (Comox—Alberni): C'est votre responsabilité. Répondez à la question.

M. Weiner: Au cours du mandat actuel, nous prévoyons dépenser plus de 48 millions de dollars. C'est quatre fois plus. C'est plus, non pas moins. Chacun des programmes auquel nous participons prend de l'expansion, en force et en vitalité également, et nous continuerons de travailler dans le cadre de ces programmes dans tout le Canada.

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg—Nord): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Dans le discours du Trône de l'an dernier, le premier ministre a déclaré: «Mon gouvernement demeure résolu à établir un programme national de garde des enfants.» Il a reconnu aussi que «la proportion croissante de femmes dans la population active accentue le besoin d'initiatives de formation qui favorisent l'égalité des chances dans la vie économique nationale».

Non seulement le budget de mardi supprimait des programmes et des services essentiels pour les femmes, mais il ne prévoyait aucun programme national de garde des enfants. Quand le gouvernement reconnaîtra-t-il qu'un programme national de garderies est une initiative